

## Mayotte - Le préfet Hubert Derache tire son bilan

Lundi 11 Juillet 2011- 07:23:44 - *Politique*

C'est le préfet qui a accompagné la départementalisation : il fallait qu'Hubert Derache nous livre ses impressions, moments forts, joies et désagréments vécus à Mayotte, alors qu'il a déjà pris ses nouvelles fonctions de directeur de cabinet du nouveau secrétaire d'Etat aux anciens combattants: Marc Laffineur (\*). Une heure pour tenter d'aller au fond des dossiers, notamment celui de l'immigration clandestine et pour pousser un « coup de gueule » à sa manière contre les politiques.



Les différentes couleurs du lagon resteront gravées dans ma mémoire

### **Malango : En matière d'immigration clandestine, peut-on parler de réussite ou d'échec ? Où va Mayotte dans ce domaine ?**

**Hubert Derache** : Avec en ligne de mire 27.000 reconduites à la frontière d'ici la fin de l'année, nous aurons accru les reconduites de 30% grâce à l'efficacité de la Gendarmerie à travers le colonel Thomas Bourgerie. Et en intensifiant les interpellations à terre (les trois-quarts contre un quart en mer), les gendarmes connaissent désormais les habitudes des étrangers en situation irrégulière, qui de ce fait, n'osent plus se déplacer en taxi par exemple. Résultat : les prévisions d'enfants scolarisés réalisées par les maires en février 2010 ont été corroborées par les chiffres de la rentrée en septembre 2010, il n'y a donc pas eu de gonflement par l'arrivée massive d'étrangers en situation irrégulière.

D'autre part, alors que nous reconduisons 3000 mineurs accompagnés en 2009, nous avons atteint 6000 en 2010, chiffres que nous allons dépasser cette année. C'est grâce au travail de l'association **Tama** qui intervient au **Centre de Rétention administrative (CRA)** pour convaincre les mères de repartir avec leurs enfants.

Dans le cadre de cette lutte contre l'immigration régulière, le 4<sup>ème</sup> radar tant attendu est arrivé et sera opérationnel en septembre dans le sud au niveau de Kani-Keli, et nous avons obtenu 22 millions d'euros d'autorisation d'engagement pour le CRA qui sera peut-être construit en Grande Terre vers la Vallée 3 de Longoni, en accord avec le Conseil général qui nous a donné un accord de principe.

Il faut en passant dénoncer le double langage d'élus qui dénoncent cette immigration, mais me téléphonent pour que je libère du CRA des étrangers qu'ils connaissent.

Enfin, grâce au Groupe d'Intervention Régional (GIR) et à la coopération judiciaire et policière, nous avons interpellé plusieurs « têtes » dont [Lothar](#) (accusé d'être un gros trafiquant de kwassas, ndlr).

## « Des vigiles sur le Maria Galanta ? »

L'affaire récente du [Maria Galanta](#) impliquera une augmentation du coût des reconduites car nous cherchons une solution, dont l'encadrement par des vigiles. A savoir, nous n'avons aucune obligation d'escorte policière : en métropole, seuls 12% des reconduits à la frontière, parce que jugés dangereux, sont accompagnés de policier. Il faut tout de même souligner que dans cette affaire, si une faute a été commise par l'ouverture d'une porte, la personne qui s'est noyée s'est jetée elle-même à la mer.

Mais la lutte contre immigration régulière qui est le cancer de Mayotte, repose sur deux pieds : la lutte, c'est la chimio, par laquelle nous pallions la faute d'un pays, l'Union des Comores, qui laisse partir sa population parce qu'elle n'a aucune espérance sur place, et l'indispensable coopération régionale pour laquelle nous attendons beaucoup du nouveau président [Ikililou](#) : je devais me rendre à [Anjouan](#) pour signer un accord sur l'achat de produit agricoles pour la grande distribution à Mayotte, ce que fera très certainement mon successeur.

### N'y a-t-il pas un problème géopolitique ?

Oui, mais cela devient un problème d'écart économique. Mayotte se développe parce qu'elle a fait le choix de la France, mais ne peut le faire harmonieusement sans les Comores. Il faut dire qu'en 2004, certains élus à Mayotte considéraient que l'argent alloué à la coopération régionale l'était au détriment de notre île alors qu'ils ont maintenant compris que plus on tire le niveau vers le haut, plus c'est bénéfique à l'ensemble régional.

### **Passons à la nouvelle équipe du Conseil général et à son rapport de force avec le gouvernement sur le Pacte pour la départementalisation, en particulier le montant du Revenu de Solidarité Active. Ont-ils raison de demander une réévaluation à 50% au lieu de 25%, sommes qui seront de toute manière reversées dans l'économie ?**

Le pacte fut signé il y a seulement 2 ans par tous les partis, excepté le [Néma](#), dont le MDM d'[Adrien Giraud](#), et dont est issu le président [Daniel Zaïdani](#). On ne va pas revenir sur la parole du MDM (*sourire*), surtout compte tenu de la situation financière de la France. L'augmentation sera d'environ 3 % par an, avec un point d'étape dans 3 à 4 ans. Si nous allons trop vite, nous nous retrouverons dans la même situation qu'aux Antilles avec beaucoup d'assistantat alors qu'il faut créer de la richesse à Mayotte. On est à la croisée des chemins de telles décisions.

De toutes manières, le problème est surtout la mise en place effective du RSA qui concernera entre 17.000 et 20.000 foyers, et dont le financement et le coût lié à la gestion seront pris en charge par l'Etat qui transférera cette somme sur la Taxe Intérieure sur les Produits pétroliers (TIPP) nationale. Il faut également former du personnel au Conseil général, à la Caisse d'allocation familiale et au Pôle emploi, et que les maires comprennent qu'il faut mettre en place un adressage postal efficace pour la distribution de ce revenu.



*Je garderai un œil sur Mayotte*

## « Pour ne pas faire les mêmes erreurs qu'aux Antilles ? »

### **Ne sommes-nous pas en train de faire les mêmes erreurs qu'aux Antilles en arrivant avec un modèle pas adaptable ?**

Il faut à la fois avancer, mais aussi ne pas faire de casse. Les élus n'ont pas vraiment expliqué à la population les réalités des droits et obligations de la départementalisation : le préfet Denis Robin me racontait qu'au moment d'expliquer la départementalisation, les maires le dissuadaient de se rendre dans les villages, « ce n'est pas votre rôle monsieur le préfet ! », alors qu'il se demandait ce que les édiles avaient expliqué en shimaoré...

Du coup, certains veulent sauter des étapes, comme les syndicats lorsqu'ils veulent appliquer le code du travail : il faudrait alors changer toutes les machines outils, mais les entreprises le peuvent-elles, les salariés sont-ils formés ? En voulant aller trop vite, on ne prend pas en compte la « départementalisation des esprits ».

### **Quelles sont les actions dont vous êtes fier?**

« [Mayotte Habitat](#) » avant tout (structure relai entre les futurs propriétaires d'habitats sociaux et les banques, ndlr), grâce notamment à l'action de [François Mengin-Lecreux](#). Mais aussi le Plan Mayotte 2015 de développement de l'agriculture, avec l'arrivée d'un abattoir, de la couverture sociale et de sentiers de chemins ruraux pour désenclaver les exploitations.

Nous avons fini par accoucher des deux sites PADD (Plan d'aménagement et de développement durable) installés avec Atout France, grâce à Philippe Galmiche (Préfecture) et notamment à l'excellent travail de [Christophe Gravier](#), homme remarquable à la tête du Comité du Tourisme. Les deux prestataires retenus vont pouvoir lancer leur permis de construire

pour une finalisation mi 2013.

Je suis également fier du plan Etat-région (PER) ylang-vanille qui va relancer la filière en implantant une ferme modèle pour l'écotourisme, et du pôle d'excellence aquacole d'Ajangua qui devrait produire 10.000 tonnes par an tout en ne couvrant que 0,3% du lagon, pour créer 4000 emplois directs et indirects.

Nous avons mis en place le GSMA 500 (doublement du nombre des stagiaires de 250 à 500): ce dossier (12 chantiers entamés en cours sur site de Combani) marche bien grâce à l'aide du ministère de l'Outre mer (10 M€) et la forte implication des équipes actuelles et précédentes du GSMA.

Enfin, je suis heureux d'avoir initié les réunions de travail pour que le marché de Mamoudzou et le quai de Longoni soient opérationnels.

## « Faire venir un concurrent à la SIM... »

### Vos regrets...

A Mayotte, on fait de la politique tout le temps et ça me fatigue ! Il y a un temps pour les élections mais après il faut bosser et travailler les dossiers. Ici ce n'est pas le cas, quelque soit le parti, UMP comme les autres, et en faisant de la politique « à la petite semaine », on est dans une vision claniste, on ne voit plus l'intérêt général. Or un élu de la République est dépositaire de l'intérêt général, que la personne ait voté pour lui ou non. On n'avance pas à cause de cela.

Autre insatisfaction, la très grande impatience sociale, en particulier sur l'indexation : pourtant même le Parti communiste réunionnais se demande comment en sortir. De plus, Mayotte doit comprendre qu'elle fait partie d'un ensemble national, et qu'il faut prendre en compte la crise actuelle que traverse la France ;

Mais c'est le manque de logements sociaux réalisés par la SIM (Société Immobilière de Mayotte) qui demeure anormal, et je m'interroge sur la nécessité de faire venir un opérateur concurrent dans le champ "bailleur social" pour booster le rythme de sortie du logement.

La difficulté de nouer une relation établie, sereine avec les Comores est enfin un regret, en espérant que la nouvelle présidence change la donne.

### Mayotte a-t-elle un potentiel ?

En dehors de l'aquaculture et de l'agriculture que nous avons déjà évoquées, je crois beaucoup à la place du port de Longoni comme hub régional, un port d'éclatement : c'est un port en eau profonde qui intéresse des groupes comme CMA-CGM qui est prêt à financer des grues-portiques, ce qui pourrait tripler l'activité du port en développant l'activité de transformation de produits.

### Quel est votre meilleur moment à Mayotte ?

Ce sont les « bonjour mon préfet ! » des personnes que je croise dans la rue, leurs sourires, leur gentillesse, que ce soit sur la barge ou au fin fond de la brousse.

### Si vous aviez une phrase à dire à votre successeur...

Patience, humilité et ouverture d'esprit, pour accueillir cette population avec sa culture, et ensuite prendre en compte sa spécificité pour avancer vers le droit commun ».

Hubert Derache reviendra fin juillet pour un dernier adieu, notamment à son équipe, en soulignant la bonne ambiance de travail avec les sous-préfets, directeurs et chefs de service.

Propos recueillis par Annette Lafond

(\*) Le remaniement ministériel, suite au départ de Christine Lagarde pour le FMI a été plus large que prévu, avec notamment l'arrivée de **Marc Laffineur**, député du Maine-et-Loire, comme secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Défense et des Anciens combattants, et la nomination précipitée de son directeur de cabinet, Hubert Derache

Article consulté 1500 fois

© 2011 - Reproduction soumise à autorisation